

RÉPUBLIQUE ET



CANTON DE GENÈVE

POUVOIR JUDICIAIRE

Juge d'instruction : M . L. KASPER-ANSERMET

GENÈVE,

Greffier : M

Palais de justice, le 30 juillet 1987

O R D O N N A N C E

Vu la P.P. 2018/80;

Vu les auditions du Docteur René TISSOT des 4 juillet et 19 août 1980 (pièces 11, 12, 70 à 72);

Vu l'audition du Docteur Béatrice HOSER du 17 juillet 1980 (pièces 46 et 47);

Vu la décision du conseil de surveillance psychiatrique du 21 juin 1980 (pièce 57);

Vu la requête en actes d'instruction complémentaires formulée par Me Nils de DARDEL le 25 juillet 1980 (pièces 48 à 51);

Vu l'audition de Mademoiselle Marie-Christine POUGOULY, infirmière, des 25 juillet et 28 juillet 1980 (pièces 59 à 63);

Vu l'audition du Docteur COURTEHEUSE Christiane du 1er septembre 1981 (pièces 297 et 298);

Vu le rapport du collège des experts du 30 avril 1982 (pièces 456 à 493);

Vu la déclaration de Monsieur le Professeur BERNHEIM du 22 août 1983 (pièces 571 à 573);

Vu la décision de classement de la procédure par le Parquet du 11 octobre 1983 (pièce 579);

Vu la décision de la Chambre d'accusation du 23 décembre 1983, rendue sur recours des parties civiles à l'encontre de la décision de classement (pièces 583 à 600), à teneur de laquelle cette autorité précise " que les experts, ... se sont exprimés de manière complète sur les faits pertinents"(pièce 597), qu'ils ont "conclu que le décès était dû à un trouble aigu du rythme cardiaque déclenché par les phénothiazines et que cette issue fatale n'est pas imputable à une faute professionnelle" (pièce 597), "qu'une confrontation avec le collège d'experts permettrait de lever tout doute sur la question de savoir si l'opinion du Professeur BERNHEIM est de nature à modifier les conclusions des experts" (pièce 598), enfin "qu'il ne saurait être question de pousser des investigations au-delà de ce qui peut raisonnablement fournir un résultat sur le plan pénal" (pièce 599);

Vu le rapport de l'Institut de Médecine légale du 11 mai 1984 concluant à ce que " l'appréciation d'une faute éventuelle doit en premier lieu se baser sur l'expérience et la conscience de spécialistes cliniciens" (pièce 610);

Vu le rapport complémentaire du collège des experts du 18 juillet 1984 confirmant la cause cardiaque du décès (pièce 634) ainsi que l'administration à doses correctes des médicaments (pièce 635) ;

Vu la confrontation des experts et de Monsieur le Professeur BERNHEIM du 21 janvier 1987 lors de laquelle le Professeur PREISIG a précisé que l'administration d'une cure de sommeil à un patient présentant les signes d'une bronchite ne peut représenter une contre-indication absolue ou relative mais tout au plus une "restriction d'indication" (pièces 652);

Vu la note du Juge du 15 juillet 1987;

Vu le complément d'information requis ce jour par Me Nils de DARDEL;

LE JUGE D'INSTRUCTION

- estime que l'audition des membres du personnel médical et infirmier qui n'auraient pas été déjà entendus dans le cadre de la procédure 7 ans après les faits n'est pas de nature à apporter d'autres renseignements que ceux figurant tant à la procédure qu'au dossier médical et rejette le complément d'enquête figurant sous a);
- pour les mêmes motifs, rejette le complément d'information requis sous b) en ce qui concerne l'audition de Monsieur Alain RISEN;
- et constate que le collège des experts a déjà répondu à la question posée sous chiffre 3 de la requête en complément d'informations, que vouloir réexaminer cette question nécessite une mission de contre-expertise dont les frais incombent à la partie civile;

- invite celle-ci à lui transmettre, dans les 10 jours dès réception de la présente ordonnance, le contenu exact de cette mission ainsi que son accord à supporter les frais de la contre-expertise;
- notifie la présente ordonnance à Me Nils de DARDEL pour le compte de Madame Sylvie KRISTOF HALLER en l'informant qu'elle dispose d'un délai de 5 jours dès sa notification pour recourir par le dépôt de conclusions motivées auprès du Greffe de la Chambre d'accusation en application des articles 190 et ss CPP.

Au Palais de Justice

le 30 juillet 1987

Le Juge d'instruction :

L. KASPER - ANSERMET

